



HAL
open science

La gauche de la 'Mer ouverte'. L'immigration clandestine dans le débat italien

Bruno Cousin, Tommaso Vitale

► **To cite this version:**

Bruno Cousin, Tommaso Vitale. La gauche de la 'Mer ouverte'. L'immigration clandestine dans le débat italien. *La vie des idées*, 2005, 8, pp.47-53. hal-01020649

HAL Id: hal-01020649

<https://sciencespo.hal.science/hal-01020649>

Submitted on 8 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La gauche de la « Mer ouverte » : l'immigration clandestine dans le débat italien

di Bruno Cousin e Tommaso Vitale

Cousin, Bruno, Vitale, Tommaso, 2005, La gauche de la « Mer ouverte » : l'immigration clandestine dans le débat italien, in *La Vie des Idées*, n. 8, pp. 47-53.

Le 11 juillet 2005, les représentants des quatorze régions italiennes tenues par la gauche se réunissaient à Bari pour le forum « Mer ouverte - Idées pour ouvrir les frontières et fermer les Centres de Permanence Temporaire ». L'événement rassemblait des militants de tout le pays et était organisé à l'initiative du gouverneur des Pouilles, Nichi Vendola, une figure atypique pour la vie politique du Mezzogiorno : ancien activiste catho-communiste de la cause homosexuelle, poète à ses heures, proche du mouvement altermondialiste italien et aujourd'hui élu dans les rangs de Rifondazione Comunista. Le forum était l'aboutissement de son rôle de médiateur, entre acteurs institutionnels et mobilisations populaires, dans la mise en place d'un mouvement contre la rétention administrative des étrangers sans-papiers. Dans la déclaration finale, les militants et élus ont exigé la fermeture des Centres de permanence temporaire et d'accueil (CPTA) dans leur forme actuelle, ainsi que l'institution par le gouvernement d'une plate-forme de dialogue « *afin de définir des réponses alternatives permettant de respecter les droits de l'homme et d'assurer la sécurité des individus. Parce que les CPTA ont déplacé l'ensemble de la question dans une perspective de réglementation répressive. Parce qu'ils fondent leur légitimité sur le concept, fort discutable, de "detention administrative". Parce qu'au lieu de s'attaquer au cœur de l'épineux problème de la clandestinité, ils s'en prennent aux droits de ceux-là mêmes qui, pour la plupart, n'en sont que les véritables victimes* ».

L'émergence du mouvement contre les centres de rétention constitue un élément nouveau dans le paysage politique italien, et marque un clivage idéologique au sein du centre-gauche qui apparaît au moment même où celui-ci entre en campagne pour les élections législatives du 9 avril 2006. Au cours des mois qui suivirent le forum « Mer ouverte », la critique des CPTA continuait à déchirer le centre-gauche et, plus

particulièrement, sa principale formation : les Democratici di Sinistra (DS). Piero Fassino, secrétaire du parti, affirma dès le lendemain du forum que la position abolitionniste était irréaliste et intenable dans le cadre des accords européens en vigueur, et qu'il fallait plutôt s'orienter vers l'amélioration et l'humanisation des structures existantes. Une partie de la direction des DS allait d'ailleurs jusqu'à revendiquer la paternité des centres, effectivement issus de la loi Turco-Napolitano adoptée par la gauche en 1998. Les deux promoteurs éponymes de la loi se distinguèrent au cours du débat : Giorgio Napolitano, ministre de l'Intérieur de l'époque et figure historique de l'ancien PCI¹, s'insurgea contre l'utilisation courante du terme « lager », par lequel nombre de leurs détracteurs assimilent les CPTA à la *forme-camp* incarnant l'idéal-type de l'institution totale² et dont les dictatures totalitaires du XX^{ème} siècle firent leur principal instrument d'exercice de la violence. Tandis que Livia Turco, qui vient de présenter ses positions sur la question migratoire³, s'opposait à la fermeture des CPTA au nom de la sécurité collective et d'un nécessaire contrôle des frontières, tout en reconnaissant timidement que des mesures alternatives, telles que l'assignation à résidence surveillée, pourraient être envisagées à l'avenir.

Ce conflit signale le retour des tensions entre directions nationale et régionales qui caractérise depuis des décennies la gauche italienne communiste et postcommuniste : les élus locaux invoquent traditionnellement la décentralisation et les spécificités régionales pour soutenir des mesures favorables aux droits sociaux, tandis que les candidats au gouvernement national cherchent à renforcer leur légitimité et leur stature politique par des choix modérés, guidés par la volonté de trouver un accord aussi large que possible, quitte à s'ouvrir à des arguments plutôt éloignés de la tradition de pensée – mutualiste et solidariste entre les travailleurs – qu'ils revendiquent⁴.

Cependant, au-delà de ces tensions entre régions et gouvernement central, doublées d'un désaccord au sein des Democratici di Sinistra, l'émergence du mouvement contre les CPTA montre surtout que les dirigeants des partis de gauche ont été pris au dépourvu par leur propre base. Dès 1998, avec la mise en place des premiers centres, le principe même et les conditions matérielles de la détention administrative furent

¹ Giorgio Napolitano, *Dal Pci al socialismo europeo. Un'autobiografia politica*, Laterza, octobre 2005.

² Voir « Étrangers : la mise à l'écart », n° 69 de la revue *Politix*, 2005.

³ Livia Turco (avec Paola Tavella), *I nuovi italiani. L'immigrazione, i pregiudizi, la convivenza*, Mondadori, mai 2005.

⁴ A ce propos, voir : Piero Ignazi, *Dal PCI al PDS*, Il Mulino, 1992. Mais aussi : Carlo Trigilia, « La crisi del modello socialdemocratico e i dilemmi del centrosinistra italiano », *Il Mulino*, n° 3, 2002.

soumis à de vives critiques. Néanmoins, tant que les DS étaient au pouvoir (jusqu'en mai 2001), l'opposition aux CPTA était restée limitée aux mouvances les plus radicales (« Disobbedienti » et militants des centres sociaux autogérés), aux intellectuels spécifiques de la question migratoire (Alessandro Dal Lago, Salvatore Palidda, Marco Revelli, Federica Sossi) ou traditionnellement engagés dans la lutte pour l'universalité des droits civiques (Enzo Traverso, Paolo Virno). Les manifestations de rue se limitaient alors à quelques milliers de personnes et ne bénéficiaient que d'une faible couverture médiatique.

Le retour de Silvio Berlusconi au pouvoir et la promulgation de la loi Bossi-Fini, qui durcit de façon notable le régime de rétention administrative, eut des conséquences profondes sur la nature des revendications, les formes d'action et l'ampleur de la mobilisation citoyenne. Les dénonciations sont devenues plus audibles, argumentées et ne se limitent plus à l'opacité du fonctionnement des CPTA et à la dégradation de la condition humaine, à la fois répression symbolique et violence physique, dont ils participent. La dérive affairiste de la gestion des centres, souvent pris en charge par des sociétés privées, est également ciblée ; de même que le caractère anti-constitutionnel d'une détention qui concerne désormais autant les sans-papiers soumis à une double, voire triple peine (privés de liberté car en attente d'expulsion après une période d'incarcération judiciaire) que des étrangers sans permis de séjour ni aucune possibilité d'être défendus et représentés légalement. Par ailleurs, parallèlement à la question des violences subies, les dénonciations s'en sont pris au surpeuplement carcéral et à la promiscuité qui en découle – particulièrement parmi les femmes –, ainsi qu'à l'usage généralisé et parfois arbitraire de psychotropes, qui n'empêchent pas les nombreux actes désespérés d'automutilation et les tentatives de suicide rapportés par Médecins Sans Frontières⁵.

Ces dénonciations ont eu un large écho auprès des militants et électeurs de gauche, d'autant plus qu'elles pouvaient désormais s'inscrire dans la politique d'opposition (rappelons qu'au sein du gouvernement Berlusconi, de nombreux poste-clefs sont occupés par des élus de la Ligue du Nord, connue pour ses positions xénophobes). Toutefois, ce n'est qu'à partir du début de l'année 2004 que la lutte contre les centres prit la forme d'une véritable campagne publique. Quelques semaines après la publication du rapport de MSF, un « observatoire citoyen » s'est constitué à Milan pour surveiller le CPTA local : il réunit la CGIL (le plus grand syndicat italien), plusieurs associations du tiers secteur, Rifondazione Comunista et les DS (qui ne manquent pas, depuis la promulgation de la

⁵ *Rapporto sui Centri di Permanenza Temporanea e Assistenza*, 2004, www.msf.it/msfinforma/dossier/missione_italia/CPT_FINALE.pdf

loi Bossi-Fini, de la présenter comme une rupture avec la Turco-Napolitano). Ainsi, dans toutes les villes italiennes dotées d'un CPTA, des coordinations locales ont émergé et se sont organisées en un réseau national. Leurs actions se sont multipliées ont pris des formes très variées : au-delà des manifestations, occupations et démontages, qui combinent action directe et désobéissance civile, les militants organisent des sit-in, des expositions photographiques de témoignage, de l'animation et du théâtre de rue, voire des veillées de prière⁶.

C'est donc dans l'effervescence d'un tel contexte que sont survenus les événements de l'été 2005 : alors que le mouvement social italien, semblait avoir retrouvé un rôle de premier plan dans la contestation des institutions de contrôle social et de l'archipel de camps de rétention mis en place par l'Union Européenne⁷, se succédaient plusieurs nouveaux épisodes qui allaient exacerber l'engagement militant et la fracture de la Gauche italienne autour de la question. À la fin du mois de juillet, était rendue publique l'ouverture de deux CPTA localisés en Libye : le gouvernement Berlusconi avait donc décidé de passer outre les recommandations du HCR, du Parlement de Strasbourg, de la Cour européenne des droits de l'homme et de renforcer sa coopération policière avec un pays non-signataire de la Convention de Genève, en y finançant la construction de structures permettant d'externaliser la détention administrative d'une partie des clandestins arrêtés aux abords de la Sicile et de l'île de Lampedusa. En août, alors que les morts en mer se multipliaient⁸, que Terre des Hommes et Amnesty International dénonçaient des atteintes systématiques aux droits de l'homme, le Ministère de l'Intérieur publiait un rapport éludant complètement ces questions pour se concentrer sur la criminalisation des migrants⁹.

Enfin, le 23 septembre, une semaine après qu'une délégation du Parlement européen ait visité le CPTA de Lampedusa, vidé à la hâte et nettoyé pour l'occasion, le journaliste d'investigation Fabrizio Gatti s'y

⁶ De nombreuses composantes du monde catholique jouent un rôle crucial au sein du mouvement. La Caritas italienne a ainsi refusé la proposition ministérielle de reprendre la gestion de l'ensemble des CPTA, tandis que l'ordre missionnaire des Comboniens a publiquement dénoncé les diocèses trop silencieux sur la question et pris la tête d'un mouvement du catholicisme de gauche qui regroupe des ordres religieux, des structures diocésaines, des associations de laïcs, des organisations de jeunesse, le scoutisme.

⁷ Voir « L'Europe des camps. La mise à l'écart des étrangers », n° 57 de la revue *Cultures & Conflits*, 2005.

⁸ Selon la Caritas, elles seraient de l'ordre d'un millier chaque année. Voir Franco Pittau (sous la dir. de), *15° Rapporto sull'immigrazione*, Caritas/Migrantes, octobre 2005.

⁹ « L'immigrazione clandestina », dans *Lo stato della sicurezza in Italia*, 2005 ; rapport consultable en ligne à www.governo.it/GovernoInforma/Dossier/rapporto_sicurezza_2005/rapporto_annuale_sicurezza.pdf

infiltrait en se faisant passer pour un clandestin à peine débarqué ; son témoignage, publié dans l'un des principaux hebdomadaires du pays¹⁰, sera accablant : surpeuplement inhumain, conditions hygiéniques déplorables, dénutrition forcée, violences arbitraires, intimidations physiques permanentes, provocations, humiliations, insultes racistes, vexations à caractère sexuel, vol de l'argent confisqué... les Italiens découvrirent l'accueil qu'ils réservent chaque année à des dizaines de milliers d'immigrés.

Dès lors, comme c'était prévisible, la question des CPTA s'invita à l'automne au cœur de la campagne pour les primaires de l'Union (des partis de gauche) ; et si Romano Prodi en est nettement sorti gagnant, ce n'est pas sans avoir évité avec soin d'exposer clairement ses intentions sur une question si délicate. Néanmoins, le temps où une condamnation de principe pouvait suffire semble révolu : comme le suggèrent les rapports du *Centro per la Riforma dello Stato*¹¹, l'un des principaux think tanks proches des DS, on assiste désormais à la constitution d'un nouveau mouvement pour l'universalité des droits civiques. Un mouvement unifié qui, grâce à un cadre général (*master frame*¹²) centré sur la primauté des droits individuels, a permis la convergence des différentes cultures politiques de la gauche et fonde ainsi l'ensemble de ses revendications sur une exigence rawlsienne d'égalité de liberté : une volonté de découpler les droits civiques de la nationalité, d'en faire des droits naturels¹³, afin de défendre une notion de citoyenneté globale, universelle. D'autant plus mobilisatrice que l'essaimage des centres de détention à travers le pays a fourni de multiples prises locales à un problème général, comme autant d'occasions d'éprouver une commune humanité.

C'est là un point inédit qui fait irruption dans l'agenda et le champ politique italiens, bouleversant l'attentisme et l'absence de planification à long et moyen terme qui y ont toujours caractérisé les politiques migratoires. Apparu à quelques mois des prochaines élections, il sera nécessairement incontournable.

¹⁰ Fabrizio Gatti, « Io clandestino a Lampedusa », *L'Espresso*, 7 octobre 2005. Voir aussi Jean-Jacques Bozonnet, « Un journaliste italien "dans l'enfer de Lampedusa" », *Le Monde*, 10 octobre 2005.

¹¹ www.centroriformastato.it

¹² David A. Snow *et al.*, « Frame alignment processes, micromobilization and movement participation », *American Sociological Review*, n° 51, 1986.

¹³ « Contre les frontières, seulement la vie nue », pouvait-on lire récemment parmi les slogans des manifestations contre les CPTA.